Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9924

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an
ISSN 0771.470X

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

N° 369
3-4e trimestre 2018

1 Euro



www.internationalism.org
benelux@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

11 NOVEMBRE 1918, IL Y A 100 ANS : “JAMAIS PLUS DE GUERRE” ?

Un armistice pour sauver le capitalisme et préparer de nouvelles guerres

Le 11 novembre 2018, cela fait exactement cent ans que la Grande Guerre s'est arrêtée. Les médias y consacrent une large attention, comme par exemple la télé belge néerlandophone, la VRT, qui se penchera lors d'une émission marathon sur cent ans d'armistice en mettant l'accent sur l'importance de la promesse formulée jadis : « plus jamais de guerre ». Ensuite, 220 villes et communes de Belgique planteront un arbre de paix et le roi se rendra à Ypres pour entendre une version spéciale du « Last Post ». Bref, un grand nombre de festivités et une large couverture médiatique sont prévus pour commémorer et célébrer les cent ans de cet armistice.

Faut-il effectivement saluer l'armistice du 11 novembre 1918 ? Avait-il pour but de déposer définitivement les armes et de bannir à jamais tout acte de guerre dans le futur ? Eliminait-il les causes réelles qui avaient mené à l'éclatement de la première guerre mondiale ? A-t-il effectivement ouvert pour les Etats européens une période de « jamais plus de guerre » ?

1. L'armistice : une pause pour préparer de nouvelles guerres

En novembre 1918, l'Europe était plongée dans un énorme chaos et des millions de personnes avaient été chassées de leurs maisons et de leurs régions et étaient à la recherche d'un eandroit où poursuivre et reconstruire leur vie. Ainsi, un million de Belges s'étaient réfugiés en Hollande, et plus de 100.000 devaient toujours rentrer après l'armistice ; 300.000 réfugiés belges résidaient en France et devaient rentrer en 1918. De plus, il y avait les centaines de milliers de militaires blessés, mutilés, invalides qui parcouraient les régions d'Europe à la recherche de leur ville ou village. A cause du chaos de la guerre mondiale, des migrations massives qui l'accompagnaient et de l'épuisement des populations, la grippe espagnole a pu faire de terribles ravages et causer en fin de compte plus de morts que la guerre mondiale elle-même.

Les idéologues bourgeois s'accordent sur le fait que les conditions, imposées par les alliés à l'Allemagne par le Traité de Versailles, ont posé les germes d'une nouvelle guerre vingt ans plus tard. Le « traité de paix » a suscité le développement de sentiments de vengeance et de rétorsion qui se sont répandus dans de larges couches de la population allemande dans le courant des années 1920. Le commentaire du quotidien du SDAP (social-démocrate) en Hollande en 1919 en donne un avant-goût : *« Cette paix pour tous est vue comme une amère désillusion, une déception ressentie comme une catastrophe. (...) Le traité de paix fixe le statut d'une Europe en décadence, de son recul à un niveau inférieur de civilisation. Le plus grand peuple du continent est enchaîné et condamné aux travaux forcés (...) à l'humiliation et à l'amertume. La rancœur ici, la suffisance, la soif de puissance, la témérité là-bas, sont les nouveaux « traits de civilisation » générés par le traité de paix »* (*Het Volk*, 21.06.1919).

Les bourgeoisies de divers pays étaient pleinement conscientes que cette paix était condamnée à l'échec. Il n'y avait pas seulement la politique envers l'Allemagne qui exacerbait les rancœurs, mais aussi, *« la création de nouveaux états comme la Pologne, l'Autriche, la Hongrie et la Yougoslavie a mené à des conflits incessants à propos des nouvelles frontières de ces pays. Cela concernait en particulier la Hongrie qui perdait les deux tiers des territoires qu'elle occupait avant la guerre, (...). Bref, la paix était un échec »* (Jay Winter, interview dans *Le Monde*, 12.11.2014).

L'armistice du 11 novembre 1918 était au fond une paix qui mettait fin à toute forme de paix ! La première guerre mondiale marquait l'entrée du capitalisme en décadence et la période qui s'ouvre alors menait à un état quasi permanent de guerre. Quelques exemples des deux décennies suivantes le démontrent.

Après la fin de la première guerre mondiale, la Grèce se voit attribuée une zone d'occupation en Turquie. Pendant l'été de 1920, les Grecs veulent étendre leur zone d'occupation. Ils se heurtent alors à une résistance exacerbée des Turcs. Ceci est le début de la guerre gréco-turque qui a duré jusqu'en 1922. Cette guerre a mené à des atrocités des deux côtés, comme par exemple le massacre de dizaines de milliers de Grecs et d'Arméniens par les Turcs. En 1920, les tribus du Riff au Nord du Maroc s'unissent et déclenchent une guerre contre la domination espagnole. Lors de l'été de 1921, environ 19.000 soldats espagnols périssent. Cette guerre contre l'Espagne, plus tard épaulée par la France, durera jusqu'en 1926. Les Espagnols et les Français utiliseront pendant cette guerre e.a. des gaz asphyxiants, causant des milliers de morts.

En 1929, les Chinois occupent le chemin de fer de Mandchourie. Cela a mené à un conflit ouvert avec l'Union Soviétique. Lorsque les troupes soviétiques franchissent la frontière chinoise le 15 novembre, cela débouche sur des combats féroces, causant du côté chinois plus de 2.000 morts et 10.000 blessés. L'incident de Mandchourie en 1931, un attentat à la bombe visant une voie ferrée, est exploité par le Japon pour déclencher la guerre et occuper la province chinoise. En 1937, la guerre est étendue par l'attaque de tout le subcontinent chinois, dont la plus grande partie est aussi occupée par le Japon. Pendant cette guerre, des centaines de milliers de Chinois seront tués, pour l'essentiel des civils et les troupes japonaises se rendront coupables de nombreux massacres.

Le 3 octobre 1935, l'Italie déclenche une guerre contre l'Ethiopie. Après 7 mois d'intenses combats, elle réussit à conquérir le pays. Dans leurs attaques contre la population civile, les Italiens ont utilisé à grande échelle le gaz moutarde. En plus des 25.000 militaires tués dans les combats, le conflit a coûté

(suite à la page 4)

ALLEMAGNE NOVEMBRE 1918

La révolution met fin à la Première Guerre mondiale

Le 4 novembre 1918, à Kiel, un port sur la Mer Baltique allemande, des milliers de marins se révoltent contre le commandement de l'armée qui leur ordonne de se lancer dans une nouvelle aventure guerrière.

Un point culminant de mécontentement et de rejet de la guerre est atteint. Après quatre années de meurtres de masse totalisant plus de 11 millions de morts et un nombre incalculable de blessés, après l'épuisante guerre d'usure des tranchées, causant des pertes innombrables avec les attaques au gaz dans le Nord de la France et en Belgique, avec la famine dont était atteinte la population ouvrière, après cet immonde carnage sans fin, la classe ouvrière allemande était totalement écœurée par la guerre et n'était plus prête à sacrifier sa vie pour les intérêts de la “nation”. Cependant, le commandement militaire veut imposer la poursuite de la guerre avec la répression brutale et il décide de punir impitoyablement les marins qui se sont mutinés.

En réaction, une grande vague de solidarité se développe. Celle-ci se forme à Kiel et se répand immédiatement sur les autres villes d'Allemagne. Les ouvriers posent leurs outils, les soldats refusent de suivre les ordres, et les uns et les autres forment immédiatement - comme ils l'ont déjà fait en janvier 1918 à Berlin - des conseils de soldats et d'ouvriers. Ce mouvement va se répandre rapidement à d'autres villes d'Allemagne. Les 5 et 6 novembre, Hambourg, Brême et Lübeck commencent à bouger Dresde, Leipzig, Magdeburg, Francfort, Cologne, Hanovre, Stuttgart, Nuremberg et Munich sont pris par les conseils ouvriers et de soldats les 7 et 8 novembre. En une semaine, ce sont toutes les grandes villes allemandes qui voient naître des conseils d'ouvriers et de soldats.

Berlin et ses conseils deviennent rapidement le cœur du soulèvement, et, le 9 novembre, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats sont dans la rue pour manifester de façon massive contre le gouvernement et sa politique d'accentuation de la guerre. Ce dernier, pris de court, ordonne à la hâte aux bataillons “dignes de confiance” d'accourir à Berlin pour sa protection. Mais *"le matin du 9 novembre, les usines sont désertées à une vitesse incroyable. Une foule énorme remplit les rues. À la périphérie, où se trouvent les plus grosses usines, de grandes manifestations convergent vers le centre... Partout où les soldats se rassemblent, il n'est habituellement pas nécessaire de lancer un appel spécial tous rejoignent les ouvriers en marche. Hommes, femmes, soldats, un peuple en armes envahit les rues pour se diriger vers les casernes voisines"* (R. Müller, *Révolution de Novembre*).



Révolution de Novembre à Berlin le 9 novembre 1918

Sous l'influence des grandes masses rassemblées dans les rues, les derniers restes des troupes fidèles au gouvernement changent de camp, rejoignent les mutins et leur donnent leurs armes. Le quartier général de la police, les grands bureaux d'impression de la presse, les bureaux de télégraphe, les bâtiments du parlement et du gouvernement, tous sont occupés le jour-même par les soldats et les ouvriers armés et les prisonniers sont libérés. Beaucoup d'employés du gouvernement s'enfuient. Quelques heures sont suffisantes pour occuper ces bastions du pouvoir bourgeois. À Berlin, un "conseil d'ouvriers et de soldats" est formé, le Vollzugsrat (conseil exécutif).

Les ouvriers d'Allemagne suivent la trace de leurs frères et sœurs de classe de Russie qui, en février 1917, ont aussi formé des conseils ouvriers et de soldats et qui ont pris avec succès le pouvoir en Octobre 1917. Les ouvriers d'Allemagne sont sur le point de prendre le même chemin que les ouvriers de Russie, en triomphant du système capitaliste par la prise du pouvoir par les conseils ouvriers et de soldats, la paralysie de l'appareil du pouvoir bourgeois, la formation d'un gouvernement ouvrier... La perspective est à l'ouverture de la porte vers la révolution mondiale, après que les ouvriers de Russie ont franchi la première étape dans cette direction.

Par ce mouvement insurrectionnel, les ouvriers démarrent les plus grandes luttes de masse en Allemagne. Tous les "accords de paix sociale" convenus par les syndicats pendant la guerre sont brisés par les luttes ouvrières. Par leur soulèvement, les ouvriers d'Allemagne se libèrent des effets de la défaite d'août 1914. Le mythe d'une classe ouvrière allemande paralysée par le réformisme est cassé. Les ouvriers d'Allemagne utilisent les mêmes armes que celles qui vont marquer la période d'entrée dans la décadence du capitalisme et qui ont précédemment été déjà expérimentées par les ouvriers de Russie en 1905 et 1917 : grèves de masse, assemblées générales, formation des conseils ouvriers, en bref, l'auto-initiative de la classe ouvrière. À côté des ouvriers de Russie, les

(suite à la page 2)

sommaire



Il y a 100 ans:

(I) La révolution met fin à la Première GM

(suite de la première page)

ouvriers d'Allemagne forment le fer de lance de la première grande vague révolutionnaire internationale des luttes qui ont émergé de la guerre. En Hongrie et en Autriche en 1918, les ouvriers se sont aussi déjà soulevés et ont commencé à former des conseils ouvriers.

La Social-démocratie, fer de lance contre le prolétariat

Tandis que des initiatives prolétariennes se développent, la classe dominante ne reste pas passive. Les exploiteurs et l'armée ont besoin d'une force capable de saboter et de limiter le mouvement. Après avoir appris de l'expérience en Russie, la bourgeoisie allemande, avec les chefs du commandement militaire, sait tirer les ficelles. Le général Groener, commandant suprême de l'armée, admettra plus tard : *"Il n'y a actuellement en Allemagne aucun parti qui ait assez d'influence sur les masses pour rétablir le pouvoir du gouvernement avec le commandement militaire suprême. Les partis [traditionnels] de la droite s'étaient effondrés et, naturellement, il était impensable de former une alliance avec l'extrême gauche. Le commandement militaire suprême n'a pas eu d'autre choix que de former une alliance avec la Social-démocratie. Nous nous sommes unis dans un combat commun contre la révolution, contre le Bolchevisme. Il était impensable de viser la restauration de la monarchie. Le but de l'alliance que nous avons formée le soir du 10 novembre était le combat total contre la révolution, pour la restauration d'un gouvernement d'ordre, pour le soutien du gouvernement par la puissance des troupes et la formation, le plus tôt possible, de l'assemblée nationale"* (W. Groener sur l'Accord entre le commandement militaire suprême et F. Ebert du 10 novembre 1918).

Le manteau de "l'unité" pour masquer les antagonismes de classe

Afin d'éviter l'erreur de la classe dominante russe - c'est-à-dire le fait qu'après Février 1917 le gouvernement provisoire russe ait continué la guerre impérialiste et ainsi aiguisé la résistance des ouvriers, des paysans et des soldats contre le régime, préparant l'insurrection victorieuse d'octobre 1917 - la classe capitaliste d'Allemagne réagit rapidement et d'une manière plus adroite. Le 9 novembre, l'empereur est contraint d'abdiquer, il est envoyé à l'étranger. Le 11 novembre un armistice est signé, qui contribue à retirer l'épine de la guerre de la chair de la classe ouvrière, le premier facteur qui a obligé les ouvriers et les soldats à combattre. La bourgeoisie allemande parvient ainsi à couper l'herbe sous le pied de son ennemi de classe. Mais, indépendamment de l'abdication forcée de l'empereur et de la signature de l'armistice, la remise du pouvoir gouvernemental à la social-démocratie est une étape décisive dans le sabotage des luttes.

Le 9 novembre toujours, trois chefs du SPD (Ebert, Scheidemann, Landsberg) ainsi que trois chefs de l'USPD (Parti social-démocrate indépendant) (1) forment le Conseil des commissaires des peuples, le gouvernement bourgeois fidèle au capital. Le même jour, Liebknecht, le plus prestigieux représentant de la fraction spartakiste, devant des milliers d'ouvriers, proclame la "République socialiste" d'Allemagne, appelant à une unification des ouvriers d'Allemagne avec les ouvriers de Russie, tandis que le leader du SPD, Ebert, proclame une "République allemande libre" avec le nouveau "Conseil des commissaires des peuples" à sa tête. Ce gouvernement (bourgeois) autoproclamé s'installe pour saboter le mouvement. *"En rejoignant le gouvernement, la social-démocratie vient au secours du capitalisme, en se confrontant à la révolution prolétarienne qui arrive. La révolution prolétarienne devra marcher sur son cadavre"* . Ces propos de Rosa Luxemburg dans ses *Lettres de Spartacus* d'octobre 1918, montraient déjà où se trouvait le principal danger. Et le 10 novembre, le *Rote Fahne (le Drapeau rouge)*, journal des Spartakistes, avertit : *"Pendant quatre années, le gouvernement Scheidemann, le gouvernement des socialistes, vous a poussé dans les horreurs de la guerre il vous a dit qu'il était nécessaire de défendre la "patrie", alors que ce n'était qu'une lutte pour de purs intérêts impérialistes. Maintenant que l'impérialisme allemand s'effondre, il essaye de sauver pour la bourgeoisie ce qui peut encore être sauvé et il essaie d'écraser l'énergie révolutionnaire des masses. Aucune unité avec ceux qui vous ont trahi pendant quatre années. A bas le capitalisme et ses agents".*


An die Bevölkerung Bremens!

Soldaten, Arbeiter, Parteigenossen!

Soldaten, Arbeiter, Parteigenossen! Männer und Frauen!

Die Stunde der Befreiung hat geschlagen.

Jetzt nutzt sie! Ein Zurück gibt es nicht.

Vorwärts also!

Bremen, den 9. November 1918.

Der Arbeiter- und Soldatenrat.

Mais le SPD essaie maintenant de masquer le véritable front. Il avance le slogan : *"Il ne devrait y avoir rien de "fratricide" si un groupe lutte contre un autre groupe, si une secte lutte contre une autre secte, alors nous aurons le chaos russe, le déclin général, la misère au lieu du bonheur. Le monde, après un triomphe si fantastique qui a vu l'abdication de l'empereur, devrait-il maintenant être témoin du spectacle de l'auto-mutilation de la classe ouvrière dans un fratricide injustifié. Hier a montré la nécessité de l'unité intérieure au sein de la classe ouvrière. De presque toutes les villes nous entendons l'appel pour le rétablissement de l'unité entre le vieux SPD et l'USPD nouvellement fondé"* (*Vorwärts*, 10 novembre 1918) A partir de ces illusions d'unité entre le SPD et l'USPD, le SPD insiste auprès du Conseil ouvrier et de soldats de Berlin sur le fait que, puisque le "Conseil des commissaires des peuples" est composé de trois membres du SPD et de l'USPD, les délégués du Conseil ouvrier de Berlin devraient se trouver dans les mêmes proportions. Il est même parvenu à recevoir un mandat du Conseil ouvrier et de soldats de Berlin "pour qu'il dirige le gouvernement provisoire", ce dernier étant en réalité une force qui s'opposait directement aux conseils ouvriers. Rosa Luxemburg, plus tard, a tiré un bilan des luttes dans cette période : *"Nous pourrions à peine compter que dans l'Allemagne qui avait connu le spectacle terrible du 4 Août, et qui pendant plus de quatre années avait récolté la moisson semée ce jour-là, il devait soudainement se produire le 9 Novembre 1918, une glorieuse révolution, inspirée directement par la conscience de classe, et orientée vers un objectif clairement conçu. Ce qui s'est produit le 9 Novembre était, dans une très faible mesure, la victoire de principes nouveaux; c'était un peu plus qu'un effondrement du système impérialiste existant. Le moment était venu pour l'effondrement de l'impérialisme, un colosse aux pieds d'argile, s'émiettant de l'intérieur. La suite de cet effondrement était un mouvement plus ou moins chaotique, un mouvement pratiquement dénué de plan motivé. La seule source d'union, le seul principe persistant et salvateur était le mot d'ordre "former des conseils ouvriers et de soldats."* (Congrès de Fondation du KPD 1918/19)

Sabotage politique des conseils ouvriers par le SPD

En novembre et décembre, au moment où l'élan révolutionnaire des soldats retombe, il commence à se produire plus de grèves dans les usines. Mais cette dynamique n'en est qu'à son début. Et, à ce moment, le mouvement des conseils est encore fortement et de façon inévitable divisé. Saisissant sa chance, le SPD prend l'initiative d'appeler à un congrès national des conseils ouvriers et de soldats à Berlin le 16 décembre. Ainsi, alors que le mouvement des usines n'est pas encore en plein essor, et que le temps pour la centralisation est encore prématuré, le SPD veut mettre à profit l'occasion d'un tel congrès national des conseils pour les désarmer politiquement. En outre, il met l'accent sur l'illusion largement répandue à l'époque selon laquelle le conseil devrait travailler selon les principes du parlementarisme bourgeois. À l'ouverture du congrès, la délégation forme des fractions (sur les 490 délégués, 298 sont des membres du SPD, 101 de l'USPD - parmi eux 10 Spartakistes -, 100 appartiennent à d'autres groupes). Ainsi, la classe ouvrière doit se confronter à un congrès auto-proclamé des conseils qui prétend parler au nom de la classe ouvrière mais qui laisse immédiatement tout le pouvoir entre les mains du gouvernement provisoire nouvellement "auto-proclamé".

Le présidium utilise la ruse pour empêcher des leaders Spartakistes tels que Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg de participer aux travaux du congrès et les empêche même de parler, sous le prétexte qu'ils ne sont pas des ouvriers des usines de Berlin (2).

Le congrès prononce la "sentence de mort" quand il décide de soutenir l'appel pour la formation d'une "assemblée nationale". Abdiquer ainsi le pouvoir face à un parlement bourgeois, c'est se désarmer soi-même.

Les Spartakistes qui veulent faire pression sur le congrès organisent une manifestation de rue massive de 25000 ouvriers seulement à Berlin le 16 décembre.

Le congrès national permet à la classe dominante de marquer un point important. Les Spartakistes concluent : *"Ce premier congrès détruit finalement le seul acquis, la formation des conseils ouvriers et de soldats, en arrachant de cette façon le pouvoir à la classe ouvrière, en rejetant le processus de la révolution. Le congrès, en condamnant les conseils ouvriers et de soldats à l'impuissance (par la décision de remettre le pouvoir à une circonscription nationale) a violé et a trahi son mandat (...) Les conseils ouvriers et de soldats doivent déclarer les résultats de ce congrès comme nuls et non avenus."* (Rosa Luxemburg, 20 décembre 1918). Dans quelques villes, les conseils ouvriers et de soldats protestent contre les décisions du congrès national.

Encouragé et renforcé par les résultats du congrès, le gouvernement provisoire commence à lancer des provocations militaires. Dans une attaque du Freikorps à Berlin (troupe contre-révolutionnaire mise en place par le SPD), plusieurs douzaines d'ouvriers sont tués le 24 décembre. Ceci provoque l'indignation des ouvriers de Berlin. Le 25 décembre, des milliers d'ouvriers sont dans la rue en protestation. Devant l'attitude ouvertement contre-révolutionnaire du SPD, les commissaires de l'USPD se retirent du Conseil des Commissaires le 29 décembre.

Les 30 décembre et le 1er janvier, les Spartakistes fondent, dans le feu de l'action, avec les Communistes internationaux d'Allemagne (IKD), le Parti communiste allemand (KPD). Traçant un premier bilan et indiquant les perspectives, Rosa Luxemburg, le 3 janvier 1919, insiste : *"La transformation d'une révolution du 9 novembre essentiellement de "soldats" en une révolution clairement ouvrière, la transformation d'un changement simplement, superficiellement politique superficiel de régime en un long processus de confrontation générale économique entre le capital et le travail exige de la classe ouvrière un niveau différent de maturité politique, de formation, de ténacité, (d'acharnement) que ce que nous avons vu dans cette première phase des luttes."* (3 janvier 1919, *le Drapeau rouge*) ■

Dino 2/11/08

(1) L'USPD était un parti centriste, composé au moins de deux ailes combattant l'une contre l'autre : une aile droite, qui a essayé de réintégrer le vieux parti, passé dans le camp de la bourgeoisie, et une autre aile, qui s'efforçait de rejoindre le camp de la révolution. Les Spartakistes ont rejoint l'USPD afin de toucher plus d'ouvriers et de les faire aller de l'avant. En décembre 1918 les Spartakistes rompent avec l'USPD pour fonder le KPD.

(2) Afin de parfaire l'isolement des ouvriers allemands et celui des révolutionnaires d'Allemagne, une délégation d'ouvriers russes venue pour assister au congrès sera même retenue à la frontière sur les instructions des forces du SPD.

Avec son insurrection en novembre 1918, la classe ouvrière avait forcé la bourgeoisie en Allemagne à mettre fin à la guerre. Pour saboter la radicalisation du mouvement et empêcher une répétition des « événements en Russie », la classe capitaliste a utilisé le SPD dans les luttes comme machine de guerre contre la classe ouvrière. Grâce à une politique de sabotage particulièrement efficace, le SPD, avec l'aide des syndicats, fit tout ce qu'il put pour miner la force des conseils ouvriers.

Confrontée au développement explosif du mouvement, avec des soldats qui se mutinaient partout et qui rejoignaient le camp des ouvriers insurgés, la bourgeoisie n'avait pas la possibilité d'envisager une politique de répression immédiate. Elle devait d'abord agir politiquement contre la classe ouvrière et poursuivre de façon à obtenir une victoire militaire.

Toutefois, la préparation de l'action militaire se mit en place au tout début. Ce ne furent pas les partis de droite de la bourgeoisie qui organisèrent cette répression mais bien celui qui passait encore pour « le grand Parti du prolétariat », le SPD, et il le fit en collaboration étroite avec l'armée. Ce furent ces fameux démocrates qui s'activèrent pour être la dernière ligne de défense du capitalisme. Ce furent eux qui s'avérèrent être le rempart le plus efficace du capital. Le SPD commença par créer des unités de commandos puisque l'armée régulière, contaminée par le «virus des luttes ouvrières», était de moins en moins encline à obéir au gouvernement bourgeois. Ces compagnies de volontaires, qui avaient le privilège de recevoir une solde spéciale, allaient servir d'auxiliaires de la répression.

Les provocations militaires des 6 et 24 décembre 1918

Juste un mois après le début des luttes, le SPD donna l'ordre à la police d'entrer par la force dans les bureaux du journal de la fraction Spartakus, *Die Rote Fahne*. Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et d'autres spartakistes, mais aussi des membres du Conseil Exécutif de Berlin, furent arrêtés.



Ebert s'adresse aux sous-officiers le 6 décembre 1918

Au même moment, les troupes loyales au gouvernement attaquaient une manifestation de soldats qui avaient été démobilisés ou avaient déserté; 14 manifestants étaient tués. En réponse, plusieurs usines se mirent en grève le 7 décembre; des assemblées générales avaient lieu partout dans les usines. Pour la première fois, le 8 décembre, il y eut une manifestation d'ouvriers et de soldats en armes à laquelle participèrent plus de 150.000 personnes. Dans les villes de la Ruhr, comme à Mülheim, des ouvriers et des soldats arrêtèrent quelques patrons d'industrie.

Face à ces provocations du gouvernement, les révolutionnaires ne poussaient

La révolution en Allemagne



(II) La Social-Démocratie tend un piège mortel à la révolution

pas à l'insurrection immédiate mais appelaient les ouvriers à se mobiliser massivement. Les Spartakistes avaient analysé la situation comme n'étant pas encore assez mûre pour renverser le gouvernement bourgeois, en particulier du point de vue des capacités de la classe ouvrière.

Le Congrès national des conseils qui eut lieu à la mi-décembre 1918 montrait que c'était effectivement le cas et la bourgeoisie profita de la situation. Les délégués à ce Congrès décidèrent de soumettre leur décision à une Assemblée Nationale qui devait être élue. En même temps, un Conseil Central (*Zentralrat*) fut constitué, exclusivement composé de membres du SPD prétendant parler au nom des conseils ouvriers et de soldats en Allemagne. La bourgeoisie mit à profit cette faiblesse de la classe ouvrière en déclenchant une autre provocation militaire à la suite du Congrès: le 24 décembre, les unités de commando et les troupes gouvernementales passèrent à l'offensive. Onze marins et plusieurs soldats furent tués. Une fois de plus, cela suscita une grande indignation chez les ouvriers. Les ouvriers de la compagnie automobile Daimler et plusieurs autres usines de Berlin constituèrent une Garde Rouge. Le 25 décembre, de puissantes manifestations eurent lieu en réponse à cette attaque. Le gouvernement fut obligé de reculer. L'équipe gouvernementale se discréditant de plus en plus, l'USPD, qui jusque-là avait participé au gouvernement avec le SPD, s'en retira.

Cependant la bourgeoisie n'abandonna pas. Elle continua à œuvrer au désarmement du prolétariat qui était encore armé à Berlin et se prépara à lui donner le coup décisif.

Le SPD appelle à la mise à mort des communistes

Pour dresser la population contre le mouvement de classe, la SPD devint le porte-parole d'une énorme campagne de calomnies contre les révolutionnaires et alla même jusqu'à réclamer la mise à mort des Spartakistes en particulier.



À la fin de décembre, le groupe Spartakus quitta l'USPD et forma le KPD avec les IKD. La classe ouvrière avait ainsi un parti de classe qui était né dans le feu du mouvement et qui devenait la cible des attaques du SPD, le principal défenseur du capital.

Pour le KPD, l'activité de la plus grande masse possible de travailleurs était indispensable pour s'opposer à cette tactique du capital. «*Après la phase initiale de la révolution, celle de la lutte essentiellement politique, maintenant s'ouvre une phase de lutte renforcée, plus intense et principalement économique*». (Rosa Luxembourg au Congrès de fondation du KPD). Le gouvernement SPD «*ne viendra pas à bout des flammes de la lutte économique de classe*.» (*ibid*.). C'est pourquoi le capital, avec le SPD à sa tête, fit tout ce qu'il put pour empêcher toute extension des luttes sur ce terrain en provoquant des soulèvements ouvriers armés prématurés et en les réprimant ensuite. Il avait besoin d'affaiblir le mouvement en son centre, Berlin, d'abord, pour attaquer le reste de la classe ouvrière ensuite.



Campagne par l'SPD contre Spartacus

Le piège de l'insurrection prématurée à Berlin

En janvier, la bourgeoisie réorganisa ses troupes stationnées à Berlin. En tout, elle avait plus de 80.000 soldats répandus dans la ville, dont 10.000 étaient des troupes de choc. Au début du mois, elle fait une nouvelle provocation contre les ouvriers de façon à les disperser militairement. Le 4 janvier, le préfet de police de Berlin, Eichorn, qui avait été nommé par les ouvriers en novembre, fut relevé de ses fonctions par le gouvernement bourgeois. Cela fut ressenti comme une attaque par la classe ouvrière. Le soir du 4 janvier, les Hommes de confiance (*Obleute*) révolutionnaires tinrent un meeting auquel assistaient Liebknecht et Pieck au nom du KPD qui venait de se former.

Le KPD, les Hommes de confiance révolutionnaires et l'USPD appelèrent à un rassemblement de protestation le samedi 5 janvier. 150.000 ouvriers environ participèrent à la manifestation qui suivait ce rassemblement devant la préfecture de police. Le soir du 5 janvier, quelques manifestants occupèrent les bureaux du journal du SPD, *Vorwärts*, et d'autres maisons d'édition. Ces actions étaient probablement à l'incitation d'agents provocateurs, et se déroulèrent de toute façon sans que le comité n'en ait eu connaissance ou n'ait donné son approbation.

Les conditions n'étaient cependant pas réunies pour un renversement du gouvernement et le KPD l'expliquait clairement dans un tract sorti début janvier: «*Si aujourd'hui les ouvriers de Berlin dissolvent l'Assemblée Nationale, s'ils jettent les Ebert -Scheidemann en prison, alors que les ouvriers de la Ruhr, de la Haute-Silésie et de l'Elbe restent tranquilles, demain le capitalisme sera capable d'affamer Berlin. L'offensive de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, la bataille pour le pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats doit être l'œuvre de tous les travailleurs du Reich. Ce n'est que la lutte des ouvriers des villes et des campagnes, partout et de façon permanente, qui en s'accélérant et en grandissant jusqu'à devenir une vague puissante qui déferle avec fracas sur l'ensemble de l'Allemagne, ce n'est qu'une vague formée par les victimes de l'exploitation et de l'oppression et se répandant sur tout le pays qui peut faire exploser le gouvernement capitaliste, dissoudre l'Assemblée Nationale, et construire sur les ruines le pouvoir de la classe ouvrière qui conduira le prolétariat à la victoire complète dans la lutte ultérieure contre la bourgeoisie. (...) Ouvriers, hommes et femmes, soldats et marins ! Convoquez des assemblées partout et expliquez clairement aux masses que l'Assemblée nationale est un bluff. Dans chaque atelier, dans chaque unité de troupe, dans chaque ville, regardez et vérifiez que votre conseil d'ouvriers et de soldats a bien été élu, qu'il n'y a pas dedans des représentants du système capitaliste, des traîtres à la classe ouvrière comme les hommes de Scheidemann, ou des éléments inconsistants ou hésitants comme les Indépendants.*»

Cette analyse montre que le KPD voyait clairement que le renversement de la classe capitaliste n'était pas encore immédiatement possible et que l'insurrection n'était pas à l'ordre du jour.

Après l'énorme manifestation de masse, le 5 janvier, les Hommes de confiance tinrent une réunion le soir même, à laquelle assistaient des délégués du KPD et des représentants des troupes de la garnison. Impressionnés par la puissante manifestation de la journée, les présents élurent un Comité Révolutionnaire de 52 membres avec Ledebourg comme président, Scholze pour les Hommes de confiance révolutionnaires et Karl Liebknecht pour le KPD. Ils décidaient la grève générale et une autre manifestation pour le lendemain, le 6 janvier.

Le Comité Révolutionnaire distribua un tract appelant à l'insurrection*: «Luttons pour le pouvoir du prolétariat révolutionnaire ! À bas le gouvernement Ebert-Scheidemann !»*

Des soldats déclarèrent leur solidarité avec le Comité Révolutionnaire. Une délégation de soldats assura qu'elle se mettrait du côté de la révolution dès que la destitution du gouvernement Ebert-Scheidemann serait annoncée. En réponse, Liebknecht pour le KPD et Scholze pour les Hommes de confiance signaient un décret déclarant la destitution et que les affaires du gouvernement seraient prises en main par le Comité Révolutionnaire. Le 6 janvier, environ 500.000 personnes manifestèrent dans la rue. Manifestations et rassemblements eurent lieu dans chaque secteur de la ville; les ouvriers du Grand Berlin réclamaient qu'on leur rende leurs armes. Le KPD exigeait l'armement du prolétariat et le désarmement des contre-révolutionnaires. Bien que le Comité révolutionnaire ait donné le mot d'ordre *«À bas le gouvernement!»*, il ne prit aucune initiative sérieuse pour faire aboutir cette orientation. Dans les usines, aucune troupe de combat ne fut organisée, aucun essai de prendre les affaires de l'État en main et de paralyser l'ancien gouvernement ne fut tenté. Non seulement le Comité révolutionnaire n'avait aucun plan d'action mais, le 6 janvier, il fut forcé par la marine d'abandonner son quartier général.

La masse des ouvriers qui manifestaient attendaient des directives dans la rue alors que leurs leaders étaient désemparés. Tandis que la direction prolétarienne reculait, hésitait, n'avait aucun plan d'action, le gouvernement mené par le SPD, pour sa part, surmontait rapidement le choc provoqué au début par cette offensive des ouvriers. De l'aide lui venait de tous côtés. Le SPD appela à des grèves et à des manifestations pour soutenir le gouvernement. Une campagne encore plus acharnée et plus perfide se déchaîna contre les communistes.

Le SPD et ses complices étaient ainsi en train de se préparer à massacrer les révolutionnaires du KPD au nom de la révolution et des intérêts du prolétariat. Il appelait les conseils, avec la duplicité la plus ignoble, à soutenir le gouvernement en agissant contre ce qu'il appelait « les bandes armées ». Le SPD ravitaillait même une section militaire, qui recevait des armes des casernes, et Noske fut placé à la tête des forces de répression avec les paroles: *«Nous avons besoin d'un chien sanglant, je ne me déroberai point devant une telle responsabilité.»*

Le 6 janvier, des escarmouches eurent lieu. Alors que le gouvernement massait ses troupes autour de Berlin, le soir du 6, l'Exécutif des conseils de Berlin siégeait. Dominé par le SPD et l'USPD, il proposa qu'il y ait des négociations entre les Hommes de confiance révolutionnaires et le gouvernement que le Comité Révolutionnaire venait d'appeler à renverser. L'Exécutif jouait les «conciliateurs», en proposant de réconcilier l'inconciliable. Cette attitude sema la confusion chez les ouvriers, surtout chez les soldats qui étaient déjà hésitants. Les marins décidèrent donc d'adopter une politique de «neutralité». Dans une situation de confrontation directe entre les classes, toute indécision peut rapidement conduire la classe ouvrière à perdre confiance dans ses propres capacités et à adopter une attitude méfiante vis-à-vis de ses propres organisations politiques. En jouant cette carte, le SPD favorisa un affaiblissement dramatique du prolétariat. En même temps, il utilisait des agents provocateurs (comme cela a été prouvé plus tard) pour pousser les ouvriers à un affrontement.

Confronté à cette situation, la direction du KPD, contrairement au Comité Révolutionnaire, avait une position très claire basée sur l'analyse de la situation qu'il avait faite à son Congrès de fondation et considérait que l'insurrection était prématurée.

Le KPD appelait donc les ouvriers à renforcer d'abord et avant tout les conseils, en développant la lutte sur leur terrain de classe, dans les usines et en se débarrassant des Ebert, Scheidemann et compagnie. En intensifiant la pression au travers des conseils, ils pouvaient donner un nouvel élan au mouvement et se lancer ensuite dans la bataille pour s'emparer du pouvoir politique.

Le même jour, Luxembourg et Jogiches critiquèrent violemment le mot d'ordre de renversement immédiat du gouvernement donné par le Comité Révolutionnaire, mais aussi et surtout le fait que ce dernier se soit montré, par son attitude hésitante et capitularde, incapable de diriger le mouvement de classe. Ils reprochaient particulièrement à Liebknecht d'avoir agi de son propre chef, se laissant emporter par l'enthousiasme et l'impatience, au lieu d'en référer à la direction du Parti et de se baser sur le programme et les analyses du KPD.

Cette situation montre bien que ce n'étaient ni le programme ni les analyses qui manquaient, mais la capacité du Parti, comme organisation, de remplir son rôle en tant que direction politique du prolétariat. Fondé quelques jours avant seulement, le KPD n'avait aucune influence dans la classe, encore moins la solidité et la cohésion organisationnelle du parti bolchevik un an auparavant en Russie. L'immaturité du Parti Communiste en Allemagne a été au cœur de la dispersion dans ses rangs qui devait peser lourdement et dramatiquement dans les événements qui suivirent.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier, les troupes gouvernementales passèrent à l'attaque. Le Comité Révolutionnaire, qui n'avait toujours pas analysé correctement le rapport de force, appela à l'action contre le gouvernement: *«Grève générale! Aux armes! Il n'y pas de choix! Nous devons combattre jusqu'au dernier homme!»*. Beaucoup d'ouvriers répondirent à cet appel mais de nouveau ils attendirent en vain des instructions précises du Comité. En réalité, rien n'avait été fait pour organiser les masses, pour pousser à la fraternisation entre les ouvriers révolutionnaires et les troupes. Les troupes du gouvernement entrèrent ainsi dans Berlin et livrèrent, pendant plusieurs jours, de violents combats de rue avec les ouvriers en armes. Beaucoup furent tués ou blessés dans des affrontements éparpillés dans différentes parties de la ville. Le 13 janvier, l'USPD décidait la fin de la grève générale et le 15 janvier, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht étaient assassinés par les sbires du régime Social-Démocrate. La campagne criminelle du SPD: *«Tuez Liebknecht!»* se concluait donc par un succès pour la bourgeoisie. Le KPD était privé de ses leaders les plus importants.



Ebert inspecte les troupes qui écrasaient la révolution

Le KPD n'avait pas la force de retenir le mouvement comme l'avaient fait les bolcheviks en juillet 1917. Selon Ernst, le nouveau chef de la police social-démocrate qui avait remplacé Eichhorn évincé: *«Tout succès pour les gens de Spartakus était hors de question depuis le début puisque, avec nos préparatifs, nous les avons forcés à frapper prématurément. On connaissait leurs cartes dès qu'ils allaient les jouer et c'est pourquoi nous avons été capables de les combattre.»*

À la suite de ce succès militaire, la bourgeoisie comprit immédiatement qu'elle devait profiter de son avantage. Elle déclencha une vague sanglante de répression au cours de laquelle des milliers d'ouvriers berlinois et de communistes furent assassinés, torturés et jetés en prison. Les meurtres de Liebknecht et de Luxembourg n'étaient pas une exception mais révélèrent la détermination bestiale de la bourgeoisie d'éliminer ses ennemis mortels : les révolutionnaires.

Le 19 janvier, «la démocratie» triomphait: les élections pour l'Assemblée Nationale avaient lieu. Sous la pression des luttes ouvrières, le gouvernement se transférait au même moment à Weimar. La République de Weimar s'instaurait sur les cadavres de milliers d'ouvriers ■

(Basé sur un article de la *Revue Internationale 83*, 4e trimestre 1995)

(suite de la première page)

IL Y A 100 ANS : "JAMAIS PLUS DE GUERRE" ?

la vie à 250.000 civils. En 1936, un certain nombre de généraux commencent une guerre contre la république espagnole, avec le soutien de l'Italie, l'Allemagne et le Portugal. De son côté, la république est soutenue par l'Union soviétique et le Mexique. Cette guerre, qui durera trois ans et qui se terminera par la victoire des généraux, se solde au total par plus d'un demi-million de morts. Le 12 mars 1938, les Allemands rentrent en Autriche et le 15 mars 1939, ils occupent la Tchéquie, tandis que des troupes hongroises occupent la Slovaquie. Ces conquêtes militaires constituaient les premières actions guerrières qui déboucheront sur l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

L'armistice du 11 novembre 1918 n'a donc nullement ouvert une période de paix mais a conduit à une succession ininterrompue de conflits qui ont finalement débouché sur la seconde guerre mondiale.

2. L'armistice : une attaque contre la révolution prolétarienne en réaction à la guerre

L'armistice a permis à la bourgeoisie de déclarer la guerre au prolétariat (a) en divisant les ouvriers entre ceux des pays "vainqueurs" et ceux des pays "vaincus" et (b) en retournant les armes contre la révolution. En Russie, la contre-révolution s'était développée avec force (cf. « La bourgeoisie mondiale contre la révolution d'Octobre » ; *Revue Internationale n°* 160). En Allemagne aussi, la bourgeoisie était prête à déclencher sa terreur contre-révolutionnaire. Nourrie d'une haine farouche contre la classe ouvrière, elle se préparait à écraser par la force et à exterminer les foyers de la révolution communiste.

a) Diviser la classe ouvrière

La bourgeoisie était consciente du danger : *« toute l'Europe est pétrie de l'esprit de la révolution. Il n'y a pas seulement un sentiment profond de mécontentement, mais également de colère et de révolte parmi les travailleurs (…). L'ensemble de l'ordre existant, aussi bien dans ses aspects politiques, sociaux et économiques est remis en question par les masses populaires d'un bout de l'Europe à l'autre »* (Lloyd George, premier ministre britannique dans un mémorandum secret adressé au premier ministre français Georges Clemenceau, mars 1919). De par la signature de l'armistice, la classe ouvrière en Europe était divisée en deux parties : d'un côté les ouvriers qui se trouvaient dans le camp des états-nations vaincus et de l'autre côté ceux qui vivaient dans les états capitalistes vainqueurs et qui étaient submergés par une vague de national-chauvinisme (surtout en France, en Grande-Bretagne, en Belgique et aux USA). De cette manière, la bourgeoisie réussit à limiter les mouvements révolutionnaires au premier groupe d'états (plus l'Italie).

La situation particulière qui a surgi à Bruxelles quelques jours avant le 11 novembre illustre parfaitement les conséquences de cette division. Les soldats allemands qui y étaient casernés, renforcés par des détachements de marins de la Kriegsmarine provenant d'Ostende, se révoltent et élisent un conseil révolutionnaire de soldats. Ils manifestent dans les rues de Bruxelles avec des drapeaux allemands, belges et rouges et appellent à la solidarité des travailleurs belges et de leurs organisations. Face à quelques fraternisations avec des membres des Jeunes Gardes Socialistes, les organisations syndicales ont rapidement appelé à ne pas bouger et, sous l'influence de la propagande chauvine, les ouvriers bruxellois ne se mobilisent pas mais attendent passivement l'entrée triomphale de l'armée belge victorieuse dans Bruxelles quelques jours plus tard.


Fight INFLUENZA with BRAND'S ESSENCE of BEEF

Evening Standard

LATE NIGHT SPECIAL

Sell your Waste Paper to Lendrum's

LONDON, MONDAY, NOVEMBER 11, 1918. ONE PENNY.

END OF THE WAR

GERMANY SIGNS OUR TERMS & FIGHTING STOPPED AT 11 O'CLOCK TO-DAY.

ALLIES TRIUMPHANT. FULL ARMISTICE TERMS

FOCH AND LLOYD GEORGE TELL NEWS THAT SENT THE WORLD REJOICING.

EVACUATION TO THE RHINE AND BRIDGEHEADS FOR ALLIES.

b) diriger les armes contre la révolution

« Les différentes bourgeoisies nationales avaient d'abord essayé de s'arracher mutuellement des territoires sur les champs de bataille de la guerre impérialiste au prix de 20 millions de morts et d'un nombre incalculable de blessés. Mais, confrontées à une classe ouvrière qui lutte sur son terrain de classe, elles sont d'emblée disposées à resserrer les rangs. Une fois de plus, ceci confirme que la classe dominante, de nature divisée, peut s'unir dans une situation révolutionnaire pour affronter la classe ouvrière » (« 1918-1919 : Il y a 70 ans - la révolution allemande », *Revue Internationale n°* 56)

Lorsque les soviets prirent le pouvoir en octobre 1917, la réaction des forces impérialistes ne s'est pas fait attendre. Une bourgeoisie, unie sur le plan international, a affronté la jeune république soviétique avec des armées provenant de 21 pays. L'attaque contre-révolutionnaire a commencé en 1917 et a duré jusqu'en 1922. Les « armées blanches » ont déclenché une terrible guerre civile. Les armées des états capitalistes d'Europe, des USA et du Japon ont causé par leurs attaques contre la classe ouvrière en Russie un nombre incalculable de victimes. Parmi les victimes de la guerre civile, il y avait environ un million de soldats de l'armée rouge et plusieurs millions de personnes sont par ailleurs décédées à cause de conséquences indirectes de la guerre, comme la famine ou les épidémies. Le nombre de décès causés par la terreur des armées blanches se situe entre 300.000 et 1 million de personnes. (https://www.quora.com/How-many-people-died-during-the-Russian-Civil-War)

Le déclenchement de la révolution en Europe centrale – l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, etc. – a nécessité de ne pas désarmer complètement l'armée allemande. *« On partait de l'idée que l'armée allemande devait être suffisamment forte pour maintenir l'ordre intérieur et pour empêcher une éventuelle prise du pouvoir par les Bolcheviks »* (*Lloyd George at War*, George H. Cassar). C'est ainsi qu'on permit à l'état-major allemand, qui en demandait 30.000, de garder 5.000 mitrailleuses.

En Allemagne également, l'insurrection éclata à la fin de 1918. Le 10 novembre 1918, le général Groener, le successeur de Ludendorf à la tête du quartier général de l'armée allemande, propose par téléphone un pacte au chef du gouvernement, le social-démocrate Friedrich Ebert. Le général propose une collaboration loyale pour mettre fin aussi vite que possible au « bolchevisme » et pour assurer une restauration « de la loi et de l'ordre ». *« C'était un pacte contre la révolution.* « Ebert accepta ma proposition d'alliance »*, écrit Groener.* « A partir de ce moment, nous discutions chaque soir au moyen d'une connexion secrète entre la chancellerie et l'état-major les indispensables mesures à prendre. L'alliance a bien fonctionné » » (Sebastian Haffner, *La révolution trahie*).

À cause de l'influence de la révolution, la bourgeoisie ne pouvait plus se fier à de larges parties de l'armée de terre et de la marine. Dans la perspective de la guerre de classes, le social-démocrate Gustav Noske, qui avait rejoint en décembre 1918 le gouvernement de Ebert, avait reçu la mission de constituer des Corps-francs. Ceux-ci regroupaient des soldats de métiers fidèles, conservateurs et ultranationalistes, qui voulaient défendre leur patrie contre le bolchevisme et qui se retrouvaient de par la fin de la guerre en marge de la société. Ainsi, l'État allemand pouvait à nouveau disposer en janvier 1919 d'unités militaires loyales de quelques centaines de milliers de soldats, parmi lesquelles 38 Corps-francs. Dans la lutte contre la révolution, Le SPD n'a pas hésité à utiliser sans la moindre pudeur ces forces armées les plus réactionnaires. En affirmant que « quelqu'un doit être le chien sanglant » et en dénonçant les ouvriers et soldats révoltés comme « les hyènes de la révolution », Noske envoie les corps-francs contre les ouvriers : la guerre contre la classe ouvrière allemande avait commencé. À partir de la mi-janvier, l'attaque militaire contre les insurgés et les organisations révolutionnaires (partis, groupe, la presse, etc.). Des quartiers ouvriers entiers des grandes villes étaient attaqués les uns après les autres et partout étaient perpétrés de terribles massacres (lire les articles sur la révolution allemande dans ce journal).

La guerre contre la classe ouvrière n'était pas seulement menée en Allemagne mais aussi dans d'autres pays. Un de ces pays était la Hongrie, où la révolte ouvrière avait aussi mené au pouvoir une direction révolutionnaire. La révolte y fut également écrasée dans le sang après quelques mois au moyen d'une invasion militaire des forces capitalistes. Le 1er août 1919, la Roumanie envahit la Hongrie et renversa le gouvernement révolutionnaire, ce qui mit fin à l'expérience communiste. Soutenue par la France, l'Angleterre et l'armée blanche, les troupes roumaines entrent le 1er août dans Budapest et installent un gouvernement syndical qui liquide les conseils ouvriers. Lorsque les syndicats ont terminé leur basse besogne, ils transmettent le pouvoir à l'Amiral Horty (plus tard un collaborateur des nazis) qui met en place un régime de terreur contre les travailleurs (8.000 exécutions, 100.000 déportations).

3. La paix n'existe pas au sein du capitalisme.

Le capitalisme, c'est la violence, et la paix au sein du capitalisme est une illusion complète. L'histoire du 20e siècle démontre qu'un « armistice » est seulement conclu pour commencer une nouvelle guerre. Tandis que les armes ne se sont jamais tues entre la première et la deuxième guerre mondiale, cette tendance à la guerre permanente est devenue encore plus évidente après la seconde guerre mondiale. Ainsi la période de « guerre froide » n'était pas, contrairement à ce qui est souvent suggéré, une période de « simple » paix armée, mais bien de dizaines de confrontations (Corée, Vietnam, Moyen Orient, …) sur l'ensemble de la planète avec des millions de victimes.

Un vœux pieu de paix n'empêche pas la guerre, même s'il est soutenu par des manifestations massives. Ainsi, le 25 juillet 1914, le SPD appela à une manifestation de masse contre la guerre. L'appel fut massivement suivi : les 29 et 30 juillet, 750.000 personnes participent aux protestations dans toute l'Allemagne. Cela n'a pas amené la bourgeoisie à arrêter sa course vers la guerre. Bien au contraire, ce même SPD social-démocrate décida quelques jours plus tard de trahir les masses ouvrières et de soutenir la bourgeoisie dans sa ferveur guerrière.

Une manifestation de masse peut être un moment dans la résistance contre la guerre mais elle doit alors avoir lieu, dans le cadre d'une révolte ouvrière généralisée, dans une dynamique d'attaque contre l'Etat bourgeois, comme cela a eu lieu en 1917 en Russie. Et même en Allemagne en 1918, la révolte visait seulement en première instance la fin de la guerre. Et la guerre fut effectivement arrêtée parce qu'il existait une menace réelle que les travailleurs prennent le pouvoir. De fait, seuls un renversement révolutionnaire et la prise du pouvoir par la classe révolutionnaire peuvent mettre fin à toute forme de guerre ■

« Ou bien le gouvernement bourgeois fait la paix, comme il a fait la guerre, et alors l'impérialisme continuera, comme après chaque guerre, à dominer et la guerre sera suivie d'un nouvel réarmement, de nouvelles guerres, de destruction, de réaction et de barbarie. Ou bien, vous devez réunir vos forces pour une insurrection révolutionnaire, vous battre pour acquérir le pouvoir politique qui vous permettra d'imposer la paix, à l'intérieur du pays comme autre part » (Rosa Luxemburg, *Spartakusbriefe* no. 4, avril 1917).

Dennis / 2018.10.11

☞☞☞☞☞

Cela aura des conséquences énormes pour la cohésion de l'UE, la stabilité de l'euro et le poids des pays européens sur la scène impérialiste.

(1) L'UE n'est pas préparée et est largement impuissante à s'opposer à la politique de Trump, qui consiste en un embargo américain sur l'Iran : Les multinationales européennes se conforment déjà aux exigences américaines (Total, Lafarge). Ceci est d'autant plus vrai que plusieurs États européens soutiennent l'approche populiste de Trump et sa politique au Moyen-Orient (l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Roumanie étaient représentées à l'inauguration de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem) contre la politique officielle de l'UE. En ce qui concerne l'augmentation des taxes à l'importation, il est loin d'être certain qu'il y aura un accord au sein de l'UE pour répondre systématiquement aux tarifs d'importation plus élevés imposés par Trump.

(2) Le projet d'un pôle militaire européen reste largement hypothétique dans le sens où, de plus en plus de pays, sous l'impulsion des forces populistes au pouvoir ou mettant la pression sur les gouvernements, ne veulent pas se soumettre à l'axe franco-allemand. D'autre part, alors que le leadership politique de l'UE est constitué de l'axe franco-allemand, la France a traditionnellement développé sa coopération technologique militaire avec la Grande-Bretagne, qui est sur le point de quitter l'UE.

(3) Les tensions autour de l'accueil des réfugiés opposent non seulement la coalition des gouvernements populistes de l'Est à ceux de l'Europe occidentale, mais de plus en plus les pays occidentaux les uns contre les autres, comme en témoignent les fortes tensions qui se sont développées entre la France de Macron et le gouvernement populiste italien, alors que l'Allemagne est de plus en plus divisée sur le sujet (pression de la CSU).

(4) Le poids économique et politique de l'Italie (troisième économie de l'UE) est considérable, sans aucune comparaison avec le poids de la Grèce. Le gouvernement populiste italien a l'intention, entre autres, de réduire les impôts et d'introduire un revenu de base, qui coûtera plus de cent milliards d'euros. Dans le même temps, le programme du gouvernement demande à la Banque centrale européenne d'effacer 250 milliards d'euros de la dette italienne !



Eparpillement de la forteresse UE

(5) Sur le plan économique mais aussi impérialiste, la Grèce avait déjà avancé l'idée de faire appel à la Chine pour soutenir son économie en difficulté. Encore une fois, l'Italie prévoit d'appeler la Chine ou la Russie pour obtenir de l'aide pour soutenir et financer une reprise économique. Une telle orientation pourrait avoir un impact majeur au niveau impérialiste. L'Italie s'oppose déjà au maintien des mesures d'embargo de l'UE à l'encontre de la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée.

Toutes ces tendances renforcent la crise au sein de l'UE et l'orientation vers la dispersion. Elles auront en fin de compte un impact sur la politique de l'Allemagne, le pays dominant dans l'UE, dans la mesure où elles renforcent la division politique interne de la bourgeoisie allemande (le poids croissant de la CSU et de l'AfD), elles exacerbent l'opposition politique des leaders populistes d'Europe de l'Est et l'opposition économique des pays méditerranéens (l'Italie, la Grèce, …) envers l'Allemagne, qui est par ailleurs engagée dans un conflit avec la Turquie, tout en étant directement visée par la hausse des taxes à l'importation de Trump. Enfin, la dispersion croissante de l'Europe sous les coups du populisme et la politique « America First » des USA constituent également un problème majeur pour la politique de la France, dans la mesure où ces orientations se situent à l'opposé du programme de Macron, qui est essentiellement fondé sur un renforcement de l'Europe et un engagement plein et entier de l'économie française dans la globalisation ■

CCI /Juin 2018

POPULISME ET IMPÉRIALISME

Analyse de l'évolution récente des tensions impérialistes

Nous publions ci-dessous un rapport sur la situation impérialiste adopté par l'organe central du CCI lors d'une réunion en juin 2018. Depuis lors, les événements entourant la visite de Trump en Europe ont très clairement confirmé les idées principales de ce rapport, en particulier l'idée que les États-Unis sont devenus le principal propagateur de la tendance du "chacun pour soi" au niveau mondial, au point de détruire les instruments de son propre "ordre mondial" (Voir notre article "Trump en Europe")

Rapport sur les tensions impérialistes (Juin 2018)

Les principales orientations du rapport de novembre 2017 sur les tensions impérialistes nous fournissent le cadre essentiel pour comprendre les développements actuels :

- la fin des deux blocs de la guerre froide ne signifiait pas la disparition de l'impérialisme et du militarisme. Bien que la formation de nouveaux blocs et l'éclatement d'une nouvelle guerre froide ne figurent pas à l'ordre du jour, des conflits ont éclaté dans le monde entier. Le développement de la décomposition a conduit à un déchaînement sanglant et chaotique de l'impérialisme et du militarisme ;
- l'explosion de la tendance au chacun pour soi a conduit à la montée des ambitions impérialistes des puissances de deuxième et troisième niveau, ainsi qu'à l'affaiblissement croissant de la position dominante des États-Unis dans le monde ;
- la situation actuelle se caractérise par des tensions impérialistes partout et par un chaos de moins en moins contrôlable, mais surtout par son caractère hautement irrationnel et imprévisible, lié à l'impact des pressions populistes, en particulier au fait que le pouvoir le plus fort du monde est aujourd'hui dirigé par un président populiste aux réactions capricieuses.

Dans la période récente, le poids du populisme est devenu de plus en plus tangible, exacerbant la tendance de "chacun pour soi" et l'imprévisibilité croissante des conflits impérialistes ;

- La remise en cause des accords internationaux, des structures supranationales (en particulier l'UE), de toute approche globale, rend les relations impérialistes plus chaotiques et accentue le danger d'affrontements militaires entre les requins impérialistes (Iran et Moyen-Orient, Corée du Nord et Extrême-Orient).
- Dans de nombreux pays, le rejet des élites politiques traditionnelles mondialisées va de pair avec le renforcement d'une rhétorique nationaliste agressive partout dans le monde (non seulement aux États-Unis avec le slogan "America First" de Trump et en Europe, mais aussi en Turquie ou en Russie par exemple).

Ces caractéristiques générales de l'époque trouvent aujourd'hui leur concrétisation dans une série de tendances particulièrement significatives.

1) La politique impérialiste américaine : du gendarme mondial au principal propagateur de chacun pour soi

L'évolution de la politique impérialiste américaine au cours des trente dernières années est l'un des phénomènes les plus significatifs de la période de décomposition : après avoir promis une nouvelle ère de paix et de prospérité (Bush Senior) au lendemain de l'implosion du bloc soviétique, après s'être battu contre la tendance au chacun pour soi, il est devenu aujourd'hui le principal propagateur de cette tendance dans le monde. L'ancienne tête de bloc et seule superpuissance impérialiste majeure qui reste après l'implosion du bloc de l'Est, qui depuis environ 25 ans agit en tant que gendarme du monde, luttant contre la propagation du chacun pour soi au niveau impérialiste, rejette aujourd'hui les négociations internationales et les accords globaux en faveur d'une politique de "bilatéralisme".

Un principe commun, visant à surmonter le chaos dans les relations internationales, est résumé dans la phrase latine suivante : "pacta sunt servanda" - les traités, les accords doivent être respectés. Si quelqu'un signe un accord mondial - ou multilatéral - il est censé le respecter, du moins en apparence. Mais les États-Unis, sous Trump, ont aboli cette conception : "Je signe un traité, mais je peux l'abolir demain". Cela s'est déjà produit avec le Pacte transpacifique (PPT), l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le traité nucléaire avec l'Iran, l'accord final sur la réunion du G7 au Québec. Les États-Unis rejettent aujourd'hui les accords internationaux en faveur d'une négociation entre États, dans laquelle la bourgeoisie américaine imposera sans détour ses intérêts par le chantage économique, politique et militaire (comme on peut le voir aujourd'hui avec



le Canada avant et après le G7 en ce qui concerne l'ALENA ou avec la menace de représailles contre les entreprises européennes qui investissent en Iran). Cela aura des conséquences énormes et imprévisibles pour le développement des tensions et des conflits impérialistes (mais aussi pour la situation économique du monde) dans la période à venir. Nous illustrerons cela par trois "points chauds" dans les affrontements impérialistes d'aujourd'hui :

(1) Le Moyen-Orient : en dénonçant l'accord nucléaire avec l'Iran, les États-Unis s'opposent non seulement à la Chine et à la Russie, mais aussi à l'UE et même à la Grande-Bretagne. Leur alliance apparemment paradoxale avec Israël et l'Arabie Saoudite conduit à une nouvelle configuration des forces au Moyen-Orient (avec un rapprochement croissant entre la Turquie, l'Iran et la Russie) et accroît le danger d'une déstabilisation générale de la région, d'affrontements plus nombreux entre les principaux requins et de guerres sanglantes plus étendues.

(2) Les relations avec la Russie : quelle est la position des États-Unis à l'égard de Poutine ? Pour des raisons historiques (l'impact de la période de la "guerre froide" et l'affaire russe qui a commencé avec les dernières élections présidentielles), il y a des forces puissantes dans la bourgeoisie américaine qui poussent à des confrontations plus dures avec la Russie, mais l'administration Trump, malgré la confrontation impérialiste au Moyen-Orient, ne semble toujours pas exclure une amélioration de la coopération avec la Russie : par exemple au dernier G7, Trump a suggéré de réintégrer la Russie dans le Forum des pays industriels.

(3) Extrême-Orient : l'imprévisibilité des accords pèse particulièrement lourd dans les négociations avec la Corée du Nord : (a) Quelles sont les implications d'un accord entre Trump et Kim, si la Chine, la Russie, le Japon et la Corée du Sud ne sont pas directement impliqués dans la négociation de cet accord ? Cela a déjà fait surface lorsque Trump a révélé à Singapour, au grand désarroi de ses "alliés" asiatiques, qu'il avait promis d'arrêter les exercices militaires conjoints en Corée du Sud ; (b) si un accord peut être remis en question à tout moment par les États-Unis, jusqu'où Kim peut-il lui faire confiance ? (c) Dans ce contexte, la Corée du Nord et la Corée du Sud s'appuieront-elles totalement sur leur "allié naturel" et envisagent-elles une stratégie alternative ?

Bien que cette politique implique un développement énorme du chaos et de chacun pour soi, ainsi qu'un nouveau déclin des positions mondiales de la première puissance mondiale, il n'y a pas d'approche alternative tangible aux États-Unis. Après un an et demi d'enquête de Mueller et d'autres types de pressions contre Trump, il est peu probable que Trump soit démis de ses fonctions, entre autres parce qu'il n'y a pas d'autre force en vue. Le bourbier au sein de la bourgeoisie américaine se poursuit.

2) Chine : une politique visant à éviter une confrontation trop directe

La contradiction ne pouvait pas être plus frappante. Au moment même où les États-Unis de Trump dénoncent la mondialisation et reviennent aux accords "bilatéraux", la Chine annonce un vaste projet global, la "Nouvelle Route de la Soie", qui implique environ 65 pays sur trois continents, représentant 60% de la population mondiale et environ un tiers du PIB mondial, avec des investissements sur une période de 30 ans (2050 !) pouvant atteindre 1,2 trillions de dollars.

Depuis le début de sa réémergence, planifiée de la manière la plus systématique et à long terme, la Chine a modernisé son armée, en construisant un "collier de perles" - à commencer par l'occupation des récifs coralliens dans la mer de Chine méridionale et l'établissement d'une chaîne de bases militaires dans l'océan Indien. Mais pour l'instant, la Chine ne cherche pas la confrontation directe avec les États-Unis ; au contraire, elle prévoit de devenir l'économie la plus puissante du monde d'ici 2050 et vise à développer ses liens avec le reste du monde tout en essayant d'éviter les affrontements directs. La politique de la Chine est une politique à long terme, contrairement aux accords à court terme privilégiés par Trump. Elle cherche à développer son expertise et sa puissance industrielle, technologique et surtout militaire. À ce dernier niveau, les États-Unis ont encore une avance considérable sur la Chine.

Au moment même de l'échec du sommet du G7 au Canada (9 et 10 juin 2018), la Chine a organisé, à Quingdao, une conférence de l'Organisation de coopération de Shanghai avec l'aide des présidents de la Russie (Poutine), de l'Inde (Modi), de l'Iran (Rohani) et des dirigeants du Belarus, de l'Ouzbékistan, du Pakistan, de l'Afghanistan, du Tadjikistan et de la Kirghizie (20% du commerce mondial, 40% de la population mondiale). L'objectif actuel de la Chine est clairement le projet de la Route de la Soie – avec le but d'étendre son influence. Il s'agit d'un projet à long terme et une confrontation directe avec les États-Unis ne ferait que contrecarrer ces plans.

Dans cette perspective, la Chine usera de son influence pour faire pression en faveur d'un accord conduisant à la neutralisation de toutes les armes nucléaires dans la région coréenne (y compris les armes américaines), ce qui - à condition que les États-Unis l'acceptent - repousserait les forces américaines au Japon et réduirait la menace immédiate sur le nord de la Chine.

Cependant, les ambitions de la Chine conduiront inévitablement à une confrontation avec les objectifs impérialistes non seulement des États-Unis mais aussi d'autres puissances, comme l'Inde ou la Russie :

une confrontation croissante avec l'Inde, l'autre grande puissance en Asie, est inévitable. Les deux puissances ont commencé à renforcer massivement leurs armées et se préparent à une aggravation des tensions à moyen terme ;

dans cette perspective, la Russie se trouve dans une situation difficile : les deux pays coopèrent mais, à long terme, la politique de la Chine ne peut conduire qu'à une confrontation avec la Russie. La Russie a repris l'initiative ces dernières années au niveau militaire et impérialiste, mais son retard économique n'a pas été surmonté, au contraire : en 2017, le PIB russe (Produit Intérieur Brut) n'était que de 10% supérieur au PIB du Benelux !

enfin, il est probable que les sanctions économiques de Trump et les provocations politiques et militaires forceront la Chine à affronter plus directement les États-Unis à court terme.

3) La montée des leaders forts et de la rhétorique belliqueuse

L'exacerbation de la tendance de chacun pour soi au niveau impérialiste et la concurrence croissante entre les requins impérialistes donnent naissance à un autre phénomène significatif de cette phase de décomposition : l'arrivée au pouvoir de "leaders forts" avec un langage radical et une rhétorique nationaliste agressive.

L'arrivée au pouvoir d'un "leader fort" et une rhétorique radicale sur la défense de l'identité nationale (souvent combinée avec des programmes sociaux en faveur des familles, des enfants, des retraités) est typique des régimes populistes (Trump, bien sûr, mais aussi Salvini en Italie, Orbán en Hongrie, Kaczynski en Pologne, Babiš en République tchèque, ...) mais c'est aussi une tendance plus générale dans le monde entier, non seulement dans les puissances les plus fortes (Poutine en Russie) mais aussi dans les pays impérialistes secondaires comme la Turquie (Erdogan), l'Iran, l'Arabie Saoudite (avec le " coup d'État " du prince Mohammed Ben Salman). En Chine, la limitation de la présidence de l'État à deux périodes de cinq ans a été supprimée de la Constitution, de sorte que Xi Jinping s'impose comme un "leader à vie", le nouvel empereur chinois (étant président, chef du parti et de la commission militaire centrale, ce qui ne s'est jamais produit depuis Deng Xiaoping). Les slogans "démocratiques" ou le maintien de l'apparence démocratique (droits de l'homme) ne sont plus le discours dominant (comme l'ont montré les pourparlers entre Trump et Kim), contrairement à l'époque de la chute du bloc soviétique et au début du XXIe siècle. Ils ont cédé la place à une combinaison de discours très agressifs et d'accords impérialistes pragmatiques.

L'exemple le plus fort est celui de la crise coréenne. Trump et Kim ont d'abord utilisé une forte pression militaire (avec même la menace d'une confrontation nucléaire) et un langage très agressif avant de se rencontrer à Singapour pour marchander. Trump offrait des avantages économiques et politiques gigantesques (le modèle birman) dans le but d'attirer Kim dans le camp américain. Ce n'est pas totalement inconcevable car les Nord-Coréens ont une relation ambiguë et même une méfiance à l'égard de la Chine. Cependant, la référence à la Libye par les responsables américains (dont John Bolton, conseiller à la sécurité nationale) rend les Nord-Coréens particulièrement méfiants à l'égard des propositions américaines - la Corée du Nord pourrait en effet subir le même sort que la Libye, lorsque Kadhafi a été exhorté à abandonner ses armes, puis a été déposé par la force et tué.

Cette stratégie politique est une tendance plus générale dans les affrontements impérialistes actuels, comme en témoignent les tweets agressifs de Trump contre le Premier ministre canadien Trudeau, "un leader faux et faible" parce qu'il a refusé d'accepter des taxes à l'importation plus élevées défendues par les États-Unis. Il y a eu aussi l'ultimatum brutal de l'Arabie saoudite contre le Qatar, accusé de "centrisme" envers l'Iran, ou les déclarations belliqueuses d'Erdogan contre l'Occident et l'OTAN à propos des Kurdes. Enfin, nous mentionnerons le discours très agressif de Poutine sur l'État de l'Union, qui présentait les systèmes d'armes les plus sophistiqués de la Russie avec le message : "Vous feriez mieux de nous prendre au sérieux" !

Ces tendances renforcent les caractéristiques générales de l'époque, comme l'intensification de la militarisation (malgré la forte charge économique qui y est liée) parmi les trois plus grands requins impérialistes, mais aussi comme une tendance globale et dans le contexte d'un paysage impérialiste changeant dans le monde et en Europe. Dans ce contexte de politiques agressives, le danger de frappes nucléaires limitées est très réel, car il y a beaucoup d'éléments imprévisibles dans les conflits autour de la Corée du Nord et de l'Iran.

4) La tendance à la fragmentation de l'UE

Toutes les tendances en Europe au cours de la période écoulée - Brexit, la montée en puissance d'un important parti populiste en Allemagne (AfD), l'arrivée au pouvoir des populistes en Europe de l'Est où la plupart des pays sont dirigés par des gouvernements populistes, se sont trouvé accentuées par deux événements majeurs :

- la formation d'un gouvernement 100% populiste en Italie (composé du mouvement des 5 étoiles et de la Lega), qui conduira à une confrontation directe entre d'un côté les "bureaucrates de Bruxelles" (l'UE), les "champions" de la mondialisation (soutenus par l'Eurogroupe) et les marchés financiers, et de l'autre le "front populiste" du peuple ;
- la chute de Rajoy et du Parti Populaire en Espagne et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement minoritaire du Parti socialiste soutenu par les nationalistes catalans et basques et Podemos, ce qui accentuera les tensions centrifuges à l'intérieur de l'Espagne et en Europe.

☜☜☜☜☜

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

CCI - site-web



A lire sur notre site Internet : fr.internationalism.org

◦ICConline - juin 2018
- 200 ans de Karl Marx: un militant révolutionnaire
- Campagne idéologique autour des “suffragettes”: droit de vote ou communisme ?
- Derrière le masque démocratique, le vrai visage de la répression étatique
- La “nouvelle Turquie” d’Erdogan: une illustration majeure de la sénilité du capitalisme (Partie I)
- La “nouvelle Turquie” d’Erdogan: une illustration majeure de la sénilité du capitalisme (Partie II)
- Le Manifeste du parti communiste: un combat toujours actuel !
- Résolution sur la situation en France (XXIIIe congrès de RI)

◦ICConline - août 2018
- À propos du film En guerre de Stéphane Brizé: un cinéma qui réduit les ouvriers à des individus impuissants
- Incendie dans des usines de recyclage: la loi du profit engendre les catastrophes !
- Le racialisme (Partie II): d’où vient-il et qui sert-il ?
- Mondial de football: un succès pour la propagande nationaliste !
- Tensions israélo-palestiniennes: les prolétaires n’ont pas à choisir un camp impérialiste !

- ◦ICConline - octobre 2018
- Corruption et attaques contre les conditions de vie des travailleurs au Pérou
- Irak: manifestations contre le rouleau-compresseur de la guerre
- La terreur d’État s’impose au Nicaragua et étend le chaos dans la région
- Le legs dissimulé de la gauche du capital (Partie I) - Une fausse vision de la classe ouvrière’émigration dans le cadre de la décomposition capitaliste
- Mexique: c’est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections !
- Octobre 1968 au Mexique: le Massacre de Tlatelolco (place des Trois Cultures) montre le vrai visage du capitalisme

RÉUNIONS PUBLIQUES



Samedi 8 Décembre
14h -18h

Multatuli, (Salle)
Lange Vlierstraat 5, 2000 Anvers

Contact:
http://www.internationalism.org
post: sans autre indication:
BP - 102,
2018 Antwerpen - Anvers
(Centraal Station - Gare Centrale)
email:
benelux@internationalism.org

nos positions

● **D**epuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l’humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n’y a qu’une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l’humanité.

● **L**a Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n’étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l’entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d’Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d’une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L’échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l’isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● **L**es régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l’est de l’Europe, en Chine, à Cuba, etc.., n’ont été que des formes particulièrement brutales d’une tendance universelle au capitalisme d’Etat, propre à la période de décadence.

● **D**epuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l’arène internationale. Ces guerres n’apportent à l’humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● **T**outes les idéologies nationalistes, d’ " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc.., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s’entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

● **D**ans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● **T**outes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd’hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l’appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d’une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu’à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● **A**vec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l’ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d’organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu’à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● **P**our son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● **L**e terrorisme n’est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n’est pas directement l’émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l’action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l’action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● **L**a classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l’Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l’échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l’ensemble du prolétariat.

● **L**a transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l’économie. Le communisme nécessite l’abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d’une communauté mondiale dont toute l’activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● **L**’organisation politique révolutionnaire constitue l’avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n’est ni d’" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l’unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l’orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

Notre activité

● **L**a clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● **L**’intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l’action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● **L**e regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d’un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

Notre filiation

● **L**es positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu’en ont tirées tout au long de l’histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l’Association internationale des travailleurs, 1864-72, l’Internationale socialiste, 1889-1914, l’Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.

Edit. resp. H. Deponthière BP 102 - 2018 Anvers (Gare centrale)